

Le *nationalisme linguistique*: une option interventionniste face aux conceptions libérales du marché des langues

par Henri Boyer

Résumé

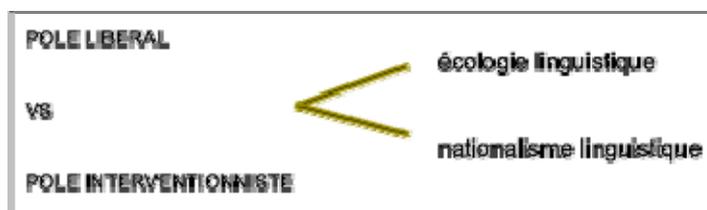
L'auteur révisé les différentes positions prises sur les effets sociolinguistiques de la mondialisation et se concentre en particulier sur le nationalisme linguistique, un nationalisme qui est fondé sur la langue. Boyer décrit les deux cas de nationalisme linguistique à l'État espagnol, le nationalisme galicien et le catalan, tout en mettant l'accent sur le deuxième.¹

Sommaire

1. Introduction
2. La mondialisation et la disparition des langues
3. Le nationalisme linguistique
4. Les nationalismes linguistiques en Espagne
5. La construction idéologique d'un nationalisme linguistique en Catalogne
6. Conclusions

1. Introduction

Je schématiserais volontiers les options sociolinguistiques (en matière de gestion des contacts de langues) qui s'opposent actuellement, en relation avec la «mondialisation» et la situation du plurilinguisme planétaire et des plurilinguismes locaux, selon une figuration où à un pôle de «libre-échange», libéral, qui fait prévaloir le laisser-faire et la loi du/des marché(s) (par exemple De Swann 2001) s'oppose un pôle interventionniste à deux variantes, le plus souvent associées: l'écologie linguistique («altermondialiste»), qui avance des *arguments d'ordre éthique et juridique* (droits de l'homme-droits linguistiques) (par exemple Hagège 2000, Nettle et Romaine 2003, Boudreau et al 2003) et le nationalisme linguistique, qui met en avant un *positionnement identitaire* (Boyer 2004):



Le numéro 99-100 (2001) de la revue québécoise *Terminogramme* offre une excellente occasion pour apprécier l'état des savoirs à propos des «géostratégies des langues» (titre de la publication en question), c'est à dire des « rapports et [de la] compétition [des langues] sur l'échiquier mondial » (Maurais, 2001, p. 7).

A cet égard, à propos du débat actuel centré sur les effets sociolinguistiques de la mondialisation, comme le souligne R.E. Hamel,

les positions ne concordent pas toutes [...]. Même entre celles qui s'opposent à l'hégémonie complète de l'anglais, les points de vue et les divergences de stratégies persistent. Nous connaissons, d'une part, la tendance à défendre sans restrictions toutes les langues du monde et le droit de tout citoyen à recevoir une éducation dans sa langue; d'autre part, il y existe une position qui situe la contradiction principale entre l'anglais, d'un côté, et les autres langues nationales et internationales, d'un autre côté (Hamel, 2001, p. 130).

¹ Cet article s'appuie sur plusieurs de mes travaux récents publiés ou en cours de publication : Boyer 2004 et Boyer à paraître 1 et Boyer à paraître 2

La deuxième position mentionnée, celle de "sociolinguistes français [qui] préviennent des risques de remplacement des langues locales au détriment des langues nationales et supranationales" est exposée de manière synthétique, dans l'article cité de R.E. Hamel, au travers de la citation d'une "communication par courriel" de L.J. Calvet (Hamel, 2001, p. 131, note 1) pour qui "en termes de politologie linguistique, la promotion des langues "minoritaires" ou "régionales" ou "petites", irait dans le sens de l'impérialisme anglophone".

L.J. Calvet avait déjà explicité la même position, à propos de l'Europe en particulier, une position dont la dimension délibérément et excessivement macrosociolinguistique a certes le mérite de la clarté mais où le parti pris de globalisation fait peu de place à la prise en compte de la complexité et de la diversité des situations.

Qu'on en juge:

[La mondialisation] accepte volontiers l'éclatement en microcommunautés linguistiques mais supporte mal les langues intermédiaires, supercentrales qui sont, localement, autant de points de résistance. L'Europe, si elle évoluait vers une fédération de régions, comme le souhaitent certains, pourrait ainsi aller vers la domination de l'anglais coexistant avec une pluralité de "petites" langues comme le galicien, le catalan, le basque, le corse, l'alsacien, tandis que le français, l'allemand et l'espagnol seraient lentement ramenés à un statut de langues centrales et non plus supercentrales. De ce point de vue, la défense des langues "menacées" augmenterait la domination de la langue hypercentrale, de la même façon que, dans les situations postcoloniales, c'est la division linguistique qui conforte les langues officielles comme l'anglais, le français ou le portugais. Ce scénario européen n'est pour l'instant qu'une hypothèse, mais il jette une nouvelle lumière sur le débat. (Calvet, 2002, p. 99).

D'où:

toutes les langues sont égales aux yeux du discours PLC, ce qui signifie simplement que toutes les langues sont des langues, qu'elles méritent par exemple toutes d'être décrites, mais du point de vue de leur valeur, dans leurs fonctions comme dans les représentations, les langues sont profondément inégales (*Ibid*, p. 99).

Un commentaire sur le diagnostic ainsi exprimé s'impose même si on peut toujours, pour sa défense, arguer du fait qu'il est un raccourci, donc une simplification volontaire. Ce n'est pas exactement la mondialisation qui a intérêt à donner aux régions d'Europe un poids de plus en plus important, mais bien les tenants (de toutes qualités) d'une intégration européenne dans laquelle le poids des Etats-Nations, dont certains offrent la résistance que l'on sait à des pertes importantes de souveraineté, serait réduit par dilution des prérogatives, si l'on peut dire. Cependant, toutes les régions concernées par cette perspective ne constituent pas des *communautés linguistiques* historiques: sur les 250 régions que comptait il y a peu l'Assemblée des Régions d'Europe, combien d'entre elles ont une "langue propre", distincte de celle qui est officielle au niveau de l'Etat, à l'instar de la Catalogne, de la Galice ou du Pays Basque en Espagne? Sûrement une minorité. Quant à l'analogie avec les situations post-coloniales, elle me semble relever bien davantage d'une rhétorique politico-médiatique que d'une authentique analyse comparative.

On ne saurait par ailleurs souscrire à l'hypothèse globalisante avancée de manière péremptoire par L.J. Calvet quant à "la tendance à ramener les langues supercentrales au rang des langues centrales, qui serait la ligne de force de la mondialisation linguistique". En particulier, s'agissant de l'Espagne, qu'il se rassure: l'espagnol sous la dénomination de castillan n'y est nullement "en voie d'être rétrogradé [...] au rang de langue régionale, à côté du catalan ou du basque" (voir en particulier Boyer et Lagarde *dir.* 2002), contrairement à ce que s'évertue à faire croire un certain discours nationaliste espagnol, allié aux détracteurs (minoritaires dans la communauté) de la normalisation sociolinguistique conduite par le gouvernement autonome de Catalogne depuis 1980 (Boyer, 2003). Pas plus que le même castillan n'est menacé au Paraguay par l'officialisation du guarani depuis 1992... (Hamel, 2001)

On sait que pour Calvet, le modèle susceptible de "mettre de l'ordre dans [...] le désordre", est le "modèle gravitationnel" (Calvet, 2002, p. 26-27, voir également Calvet, 1999, p. 76-81).

Il est tout à fait évident qu' " une configuration ne consiste [...] pas seulement à prendre acte d'un état de fait, elle est une intervention transitive sur les faits, une présentation parmi d'autres possibles, en fonction d'une logique qui donne à ces faits une certaine forme, *un certain sens* " (*Ibid*, p. 28 ; c'est moi qui souligne). Mais justement, " parmi d'autres [présentations] possibles ", celle que choisit Calvet donne, des faits linguistiques liés à la mondialisation, " un certain sens " qui fait problème pour tout linguiste qui souhaiterait se situer pleinement " dans le groupe A " de W. Labov, malgré les limites qu'on peut trouver à cette catégorisation (Labov, 1976, p. 357). On est en effet fondé à émettre les plus vives réserves face à la configuration retenue, purement *comptable*, si j'ose dire, lorsqu'on observe le type de point de vue, réducteur, qu'elle semble autoriser:

Il est confortable de croire que si des langues disparaissent de l'usage c'est à cause de la domination égoïste des "grande" langues, et que si l'anglais s'impose comme véhiculaire international c'est à cause de la domination égoïste de la puissance américaine. Confortable mais faux. Si des locuteurs ou des communautés linguistiques se plient à la loi du marché, si certains abandonnent leur langue, ne la transmettent plus, ce n'est pas nécessairement le couteau sous la gorge mais plutôt parce qu'ils considèrent que là est leur intérêt ou celui de leurs enfants. (Calvet, 2002, p. 212)

Un simple rappel des nombreux facteurs pouvant expliquer l' " obsolescence [d'une langue] " énoncés par W.F. Mackey suffit à souligner le caractère strictement polémique des propos de Calvet:

une langue perd graduellement ses fonctions sociales par le biais de l'émigration, la famine, la maladie, le génocide, la baisse du taux de natalité, l'exogamie, l'absence de travail, l'absence d'instruction, la pauvreté ou l'interdiction. (Mackey, 2001, p. 105).

Toujours dans le numéro 99-100 de *Terminogramme*, le promoteur du " modèle gravitationnel " adapté par Calvet, Abram de Swaan, livre une série de réflexions sur " la constellation mondiale des langues " qui éclairent le modèle en question², en mettant en lumière l'inspiration fondamentalement et étroitement économiste d'un tel modèle. A vrai dire, le titre ne rend pas bien compte de la nature du discours tenu dans l' article.

En effet, ce discours développe une analyse du rapport entre les langues, de leurs valeurs respectives, qui emprunte largement à la logique industrielle et commerciale. Qu'on en juge par un certain nombre d'énoncés on ne peut plus analogiques:

D'un point de vue économique, on peut comparer les langues aux normes industrielles et à certains réseaux de distribution (De Swaan, 2001, p. 50).

La loyauté linguistique est un cas extrême de loyauté du consommateur (*Ibid*, p. 51).

Quand un individu apprend une langue, choisit un appareil électronique [...] ou fait appel à un réseau de services, il accroît ce faisant l'utilité de cette langue, de cette norme ou de ce réseau pour tous les autres utilisateurs qui l'emploient déjà (*Ibid*, p. 51).

Plus grande est la place occupée sur le marché par une norme donnée [ex : PAL et SECAM pour la télévision] [...] plus grandes sont la quantité et la variété des programmes et des enregistrements offerts par les appareils conformes à cette norme. Ce fait accroît à son tour la valeur de ces appareils pour leurs utilisateurs. Dans ce cas il existe un net parallélisme avec les langues : plus il y a de locuteurs, plus il y a de lecteurs et donc plus il y a d'auteurs et de textes produits (*Ibid*, p. 52).

² Que De Swaan a explicité par ailleurs dans : " Introduction " et " The evolving European Language system : A theory of communication potential and language competition ", *International Political Science Review*, vol 14, n°3, juillet 1993.

Et il est question d'“investissement”, de “bénéfices [...] attendus”, de “coût”, etc. puisque les langues sont des “biens hypercollectifs”. On est loin ici, avec une telle rhétorique, de l'analyse de Bourdieu en matière d'*économie des échanges linguistiques* au sein d'une communauté donnée, selon une hiérarchisation-articulation de *marchés*, *marchés dominants* (officiels) et *marchés francs* (périphériques, dissidents), car la dynamique écolinguistique avancée par Bourdieu n'est en définitive que la dénonciation d'un leurre : celui d'une indépendance du marché linguistique par rapport au contexte sociétal (socio-économique, politique, culturel) (Bourdieu, 1983). Cette façon de concevoir le rapport entre langue et société rejoint, à propos d'un marché de nature plurilingue celui-là, celle de Robert Lafont qui considère que “ pour le sociolinguiste cohérent, il n'y a jamais de “questions de langue”, mais des questions de société que les usages enveloppent comme ils en dérivent” (Lafont, 1994, p. 134).

D'ailleurs, De Swaan semble rendre indirectement hommage à la clairvoyance de Bourdieu en matière d'*économie sociolinguistique*, à propos des *marchés francs* (comme les argots):

Il existe certes des codes et des langages secrets qui permettent d'exclure les non-initiés; *curieusement, en pareil cas, l'hypothèse centrale de notre théorie* (une langue gagne en valeur à mesure qu'elle a plus de locuteurs) *n'est pas valable*. (De Swaan, 2001, p. 52, note 13; c'est moi qui souligne).

Je ne m'attarderai pas sur un certain nombre d'observations discutables qui s'appuient manifestement sur une information théorique et/ou factuelle lacunaire, comme celle-ci concernant les créoles:

Il existe des langues apparues dans un passé relativement récent, comme les langues créoles, qui furent “créées” par un nombre de personnes relativement petit, sans doute de très jeunes enfants, en très peu de temps (*Ibid*, p. 53, note 15).

Je citerai une autre de ces observations étonnantes, à propos de l'interruption de la transmission d'une langue:

L'abandon définitif [de la “ langue en implosion ”] ne se produit que lorsque la génération suivante n'apprend plus la langue des parents (De Swaan, 2001, p. 59).

Evidemment, ce ne sont pas les enfants qui n'apprennent plus la langue des parents, mais les parents qui, victimes le plus souvent d'un sentiment de culpabilité (Lafont, 1971), d'une attitude d'auto-dénigrement, produits d'une *idéologie diglossique* (Boyer, 1991 et 2003) ne transmettent plus la langue dominée à leurs enfants.

D'ailleurs, De Swaan est beaucoup plus inspiré dans ces propos concernant “l'abandon de la langue d'origine” (De Swaan, 2001, p. 63):

Le “point de basculement” dans le passage de la diglossie à l'hétéroglossie intervient lorsque, pour ceux qui parlent les deux langues indigène et exogène, les coûts de sauvegarde de la langue locale commencent à l'emporter sur sa valeur Q additionnelle, en déclin [...]. Une fois que la désertion commence, les parents n'enseignent³ plus la langue à leurs enfants et, eux-mêmes, ne font plus l'effort de la parler “correctement”

On aura compris que, d'une manière générale, les propositions de De Swaan laissent le sociolinguiste perplexe. Les lacunes bibliographiques concernant des recherches européennes importantes dans les domaines abordés, en particulier en matière de conflit diglossique, sont surprenantes. Elles se manifestent par la présence d'affirmations du type: “Les rivalités et les accommodements entre groupes linguistiques n'ont guère attiré l'attention jusqu'à maintenant” ... (*Ibid*, p. 65)

³ *Ne transmettent* ou *ne parlent* seraient des formulations plus adéquates.

Ces remarques critiques et ces réserves ponctuelles n'enlèvent rien à l'intérêt global du dossier présenté par *Terminogramme*. L'ensemble des contributions a le mérite de faire avancer la connaissance en matière de gestions des langues, d'en montrer les enjeux et de mettre en évidence les faiblesses et les écueils d'une réflexion en plein développement. Ainsi on peut, on doit discuter, le fait qu'une "version forte de la théorie de Whorf et Sapir selon laquelle une langue impose des limites à la pensée de ceux qui la parlent " inspire deux grands types de géostratégies en vigueur: "La course à la "part du marché" par les représentants des grandes langues internationales, et la protection des langues en voie de disparition entreprise par la communauté des linguistes et par les représentants des organisations non gouvernementales qui s'occupent des droits linguistiques des minorités" (Kibbee, 2001, p. 69).

2. La mondialisation et la disparition des langues

Les références au rapport de D. Graddol édité par le British Council: *The Future Of English?* (1997) ne manquent pas dans le dossier, un rapport dans lequel est évoquée la disparition possible de nombreuses "langues locales" (Kibbee, 2001, p. 72). C'est sûrement à propos de la menace de "mort" que la mondialisation fait peser sur ces langues, et de leur défense, que les positionnements, comme on l'a vu, sont les plus discutées. Certes, "les langues ne sont pas équivalentes aux espèces", mais pourquoi "la perte d'une langue ne [serait-elle] pas un fait équivalent à la perte d'une espèce"? (Kibbee, 2001, p. 73).

Il est difficile de ne pas souscrire au point de vue selon lequel " en tant que chercheurs nous pouvons et devons aider ceux qui veulent défendre leur patrimoine linguistique, mais nous n'avons pas le droit de juger ceux qui choisissent de ne pas le faire " (*Ibid*, p. 78). Toute la question est de savoir dans quelle mesure il y a vraiment *choix*, c'est à dire liberté de choix. L'expérience a montré et nous montre, sur le sol européen en particulier, qu'en la matière, ce n'est pas de choix délibéré qu'il convient de parler, mais en général d'une violence (pas toujours symbolique) exercée sur une *communauté linguistique* en situation de domination et du processus représentationnel stigmatisant qui en découle et au terme duquel la communauté en question dans sa quasi totalité *subit* plus qu'elle ne choisit la disparition des usages normaux de sa langue historique, même si l'on doit observer que cette disparition ne se produit que sur la longue, voire très longue durée.

A cet égard, D. Nettle et S. Romaine observent que « de nombreux [...] exemples de passage d'une langue à l'autre illustrent la difficulté d'une coarction et le choix délibéré» (Nettle et Romaine 2003 : 102). En fait, et on est là au cœur du positionnement écolinguistique, « un changement de langue résulte d'une modification de l'environnement national ou social» (*Ibid*, 106). Et par exemple « lorsqu'on y regarde de plus près, on se rend compte que, si souvent les locuteurs des langues celtiques, confrontés au choix conscient ou inconscient entre la langue métropolitaine [= l'anglais] et la langue périphérique [= le cornique, l'irlandais, le gallois], ont paru favoriser la langue métropolitaine, *ce n'était pas toujours un choix délibéré ou aisé*. A l'instar des Hawaïens [...] ils ont fait ce choix dans un cadre défini et limité par des dominations politiques et culturelles systématiques » : « Pendant [les] longs conflits entre les langues métropolitaines et périphériques, *les peuples de la périphérie n'ont souvent pas eu de choix réel* » (*ibid* : 152 et 158 ; c'est moi qui souligne).

L'un des principes de base de l'écologie linguistique rejoint le fondement même de toute préoccupation écologiste: «la préservation d'une langue dans son sens le plus large implique le maintien du groupe qui la parle» (*Ibid* : 192). Et cette préservation passe à n'en pas douter par des «stratégies de haut en bas» qui visent à intégrer «la préservation des langues dans le mouvement activiste général en faveur de l'environnement» et à «mettre en place des politiques linguistiques à un niveau local, régional et international qui fassent partie d'une planification politique et de gestion générale des ressources» (*Ibid*: 213) mais elles passe également par des « stratégies de bas en haut» car «accorder trop d'attention aux politiques officielles peut s'avérer contre-productif en l'absence d'autres activités aux niveaux inférieurs » (*Ibid* : 191). Ainsi «la préservation d'une langue doit d'abord commencer dans la communauté elle-même, grâce à des efforts volontaires, et être financée de bas en haut par les ressources de la communauté» (*Ibid* : 2002). On peut songer ici aux écoles associatives bilingues pratiquant l'immersion linguistique (exemple: les *Calandretas* en domaine occitan) créés par des militants de langues dominées.

En définitive le positionnement écolinguistique considère qu' «il n'est pas possible d'assurer un développement politique, économique ou social sans privilégier le développement linguistique » (Ibid : 185)

3. Le nationalisme linguistique

Ce positionnement de type interventionniste est évidemment de nature sensiblement différente d'un autre positionnement, de type interventionniste également: le *nationalisme linguistique*. Je m'arrêterai à présent beaucoup plus longuement sur cette autre variante du pôle interventionniste, qui a fait couler beaucoup d'encre dans la dernière période: le *nationalisme linguistique*, en sollicitant un certain nombre de discours : aussi bien des discours venus des sciences sociales que des discours plus ou moins délibérément *impliqués*, concernant essentiellement le nationalisme linguistique. L'air du temps est certes à la réticence face à ce nationalisme-là, en particulier. En effet, on a vu proliférer, à partir des conflits dans l'ex-Yougoslavie, des propos alarmistes sur les

risques de séparatismes engendrés par les nationalismes culturels ou ethniques qui menaceraient des États pourtant considérés comme solidement *nationaux*⁴. Un prisme déformant est à l'oeuvre, prompt à diaboliser tout nationalisme, surtout s'il émane de la périphérie d'un Etat-Nation historiquement établi (voir par exemple Lacoste 1998). Ici et là, dans la littérature spécialisée, on tend à prendre toutes les distances souhaitables à l'égard des « idéologies nationalistes qui embrasèrent, dans les siècles derniers et jusqu'à un passé récent telle ou telle partie du continent» européen et du « mécanisme » qui fait que «les passions nationalistes peuvent se focaliser sur les langues» (Crépon 2001 : 28 et 33). Il peut s'agir d'analyses où la confusion semble entretenue sur divers positionnements qui ne s'enchaînent pas nécessairement : *autonomisme*, *nationalisme*, *indépendantisme* (Lacoste 1998).

Comme toute *idéologie*, le nationalisme est une construction socio-cognitive spécifique, formée par l'association de *représentations* partagées, ayant vocation à légitimer des discours performatifs et à générer un certain nombre d'opinions et d'actions collectives (voir Boyer 2003 : 9-19). On pourra ainsi parler de nationalismes à dominante raciale, ou à dominante ethnique, ou de nationalismes à dominante culturelle, catégorie à laquelle est lié évidemment ce que je désigne par *nationalisme linguistique*.

La position d'un spécialiste en la matière, E. Hobsbawm, sur ce type de nationalisme est intéressante précisément en ce qu'elle révèle la difficulté qu'ont certains spécialistes à traiter sereinement (c'est-à-dire sans *a priori*) et avec rigueur d'un thème qu'on peut considérer sûrement comme polémique, car inscrit dans les tourmentes politiques et militaires des deux derniers siècles. Elle est intéressante également en ce qu'elle tend à minimiser la dimension (socio)linguistique de la construction idéologique nationaliste, et donc à relativiser l'existence d'un *nationalisme linguistique*.

Par exemple: s'il est évident que, pour « les théoriciens français » (de la Révolution), la nationalité était «déterminée par la *citoyenneté* française », il est très excessif d'affirmer que ces mêmes théoriciens « durent se battre avec opiniâtreté contre toute tentative de faire de la langue parlée un critère de la nationalité » (Hobsbawm 1992 : 31-32) car, comme le reconnaît le même auteur, «il y a peu de doutes que pour la plupart des Jacobins, un Français qui ne parlait pas français était suspect» (Ibid: 33) : très tôt en effet la Révolution a fait de l'unification linguistique du territoire national en faveur du seul français un enjeu politique majeur pour la nation française (Schlieben-Lange 1996, Boyer 1991: 52-71, Boyer 2003 :49-57). G. Kremnitz souligne aussi que la nation révolutionnaire française « commence très rapidement à se définir en termes de pratique culturelle unifiée» (Kremnitz 2000 : 25 ; voir également Hermet 1996).

4. Les nationalismes linguistiques en Espagne

De même, l'histoire des nationalismes périphériques en Espagne apporte un démenti à l'affirmation d'Hobsbawm selon laquelle il «existe une analogie évidente entre la façon dont les racistes insistent sur l'importance de la pureté de la race et les horreurs des croisements entre races, et la façon dont tant de formes de nationalisme linguistique -pour ne pas dire toutes- insistent sur la nécessité de purifier la langue nationale de ses éléments étrangers » (Hobsbawm

⁴ Voir à ce propos plusieurs livraisons de la revue française *Hérodote* ; par exemple : Périls géopolitiques en France (n° 80/1996), La question de l'Espagne (n° 91/1998), Nationalismes régionaux en Europe (n° 95/1999).
Noves SL. *Revista de Sociolingüística*
<http://www.gencat.cat/llengua/noves>
Automne-hiver 2006

1990: 139-140). En effet, si l'on a pu observer l'émergence en Espagne au XIXe siècle d'un nationalisme de type racialement au Pays Basque, deux autres nationalismes périphériques linguistiques (et bien entendu culturels), le catalan et le galicien, ont fait la démonstration de leur capacité, d'une part à organiser la résistance communautaire contre l'entreprise d'assimilation linguistique programmée par l'État, singulièrement l'État franquiste⁵, d'autre part à intégrer la complexité et la diversité sociétales dans leurs objectifs, en matière de politiques linguistiques en premier lieu. Du reste Hobsbawm rend au passage hommage au catalanisme qui « [a] enregistré une réussite beaucoup plus spectaculaire dans l'assimilation des immigrants (essentiellement ouvriers) dans son pays que le mouvement basque » (Hobsbawm 1992 : 180). Précisément, en ce qui concerne le nationalisme basque, L. Joly a bien montré qu'au Pays Basque « même le nationalisme du début du siècle, au caractère plus nettement racialement, avait laissé une place importante à la langue. Avec les théories nationalistes de gauche l'euskera prend le rôle de langue

nationale et dans l'imaginaire collectif, son apprentissage, son utilisation et sa défense deviennent des actes de révolte contre le franquisme», bien qu'«aujourd'hui, le lien entre nationalisme basque et langue [soit] très hétérogène. Même si tous les nationalistes basques sont d'accord pour défendre l'euskera, il existe un nationalisme basque (et bascophone), pour lequel la langue est la quintessence de la basquitude, et la parler, dans la mesure du possible, une obligation. A l'opposé, il existe un nationalisme uniquement revendicatif vis-à-vis de la langue [...] pour lequel la relation entre nation basque et langue fonctionne à sens unique: le bascophone est Basque, mais il ne faut pas forcément savoir le basque pour être Basque» (Joly 2004: 87-88).

Pour autant, il n'est pas question ici de faire de la langue le fondement majeur de *tout* nationalisme, du basque en particulier, de nature assez composite. Une évaluation honnête conduit bien sûr à considérer que « si l'on écarte les cas particuliers, il n'y a aucune raison de penser que la langue ait été *plus qu'un critère parmi d'autres* par lequel les gens indiquent leur appartenance à une collectivité humaine » (Hobsbawm 1992: 83; c'est moi qui souligne). Mais justement ce sont «les cas particuliers » en question qui m'intéressent ici, comme sociolinguiste.

Ainsi, il sera (brièvement) question dans ce qui suit de ce nationalisme tant décrié et qui pourrait bien cependant, en ces temps de « globalisation », prétendre à une deuxième jeunesse (en relation avec la préoccupation écolinguistique dont il a été question plus haut (bien présente dans le discours sociolinguistique contemporain) surtout lorsqu'il s'agit de « nations sans Etat», autrement dit de *nationalités* minoritaires mais dynamiques culturellement, socialement, économiquement, comme l'indique M. Guibernau:

Els nacionalismes democràtics de les nacions sense estat poden ésser considerats en certa mesura com una reacció a una globalització cada vegada més intensa que transforma l'estat nació tradicional. A través de la seva capacitat per crear identitat en un món on la modernitat avançada ens ha omplert de dubtes sobre el mètode racional que es considerarà com a infalible des dels anys de la il·lustració, les nacions sense estat troben un espai i una funció concretes. Aquests se manifesten en la defensa dels drets individuals a través de la reivindicació del dret de les col·lectivitats a mantenir i desenvolupar les seves cultures sense caure en l'exclusivisme, tot exigint el reconeixement i el respecte, i oferint-lo alhora a aquells que són diferents(Guibernau 2000 : 103).

L'Espagne présente à l'évidence deux cas de *nationalisme linguistique* (les cas du nationalisme basque et surtout celui du nationalisme espagnol étant quelque peu décentrés par rapport à notre propos, malgré des points de convergence) dans lesquels sont concernées deux langues romanes : l'un en Catalogne (qui peut être considéré comme un modèle du genre), l'autre en Galice. Si dans la Communauté Autonome de Galice, l'option politique nationaliste (représentée par le Bloque Nacionalista Galego) est minoritaire sur l'échiquier communautaire, elle est jusqu'à présent majoritaire en Catalogne : la coalition nationaliste Convergència i Unió a régné sans partage sur la Communauté Autonome durant plus de vingt ans. Depuis les élections autonomiques de 2003, au sein de la coalition de gauche qui est au pouvoir, la deuxième des composantes, Esquerra Republicana de Catalunya, (par la force électorale qu'elle représente) se revendique non seulement nationaliste mais également indépendantiste.

⁵ Car, contrairement à l'affirmation d'E. Hobsbawm, à propos du « cas où la nation dominante [...] tenta de supprimer de façon active des langues et des cultures mineures », selon qui « jusqu'à la fin du XIXe siècle, ce fut rare hors de France » (Hobsbawm 1990 :52), l'Etat espagnol s'est livré depuis le XVIIIe siècle à « un castillano-centrisme « linguicide » et « glottophage » » (F. Martin dans Boyer et Lagarde dirs 2002 : 39)

En Galice, le nationalisme n'a pas eu de difficulté à proclamer la primauté de la langue galicienne comme trait identitaire : elle y est la langue principale de 46% des Galiciens (contre 37 % pour le castillan) et co-principale à 17% (Siguan 1999). Et R. Máiz remarque que, dans un ouvrage de référence pour le nationalisme galicien, *Sempre en Galiza* de Castelao « se reitera una y otra vez que Galicia es una nación por concurrir en ella una serie de caracteres objetivos discriminantes : rasgos diacríticos que son fundamentalmente tres : « lengua », « tierra » y « cultura », de las que la primera se alza como factor clave » (Máiz 2000 : 189 ; c'est moi qui souligne).

Le principal problème posé au nationalisme galicien quant à la langue est aujourd'hui et depuis la mise en oeuvre d'une politique linguistique institutionnelle par la *Xunta* (le gouvernement autonome), celui d'un antagonisme sociolinguistique entre une tendance dite « reintegracionista » ou « lusista » qui souhaite l'intégration ostensible du galicien à la lusophonie par l'usage orthographique du portugais et une tendance dite « autonomista » ou « isolacionista » qui suit les normes orthographiques de l'Instituto da lingua galega (approuvées par la Real Academia Galega) et officialisées par la Dirección Xeral de Política Lingüística de la Xunta (le gouvernement autonome galicien), normes officielles donc, jugées par l'autre tendance trop dépendantes du castillan (Alén

2000)⁶. Il s'agit en fait d'un dilemme pour les nationalistes : soit le galicien n'est pas une langue romane à part entière, mais un dialecte du portugais et alors le nationalisme est privé d'individuation linguistique, soit le galicien est une langue romane à part entière (mère/soeur du portugais) et malgré un apparentement graphique avec le castillan constitue bien un attribut différenciateur *national*. Le débat est loin d'être clos.

Quoiqu'il en soit du débat sociolinguistique, et c'est là un handicap à mon sens rédhibitoire, « hay pocas señales de una movilización efectiva de la burguesía a favor del gallego análoga a la movilización que se logró en su tiempo en Cataluña en favor del catalán. Y no hay que olvidar que en la « batalla por el catalán » la burguesía culta ha sido el factor decisivo » (Cosériu 1987 : 135).

5. La construction idéologique d'un nationalisme linguistique en Catalogne

C'est sûrement en effet en Catalogne que la construction idéologique d'un nationalisme linguistique a été le plus loin d'un point de vue théorique et sociologique (la bibliographie en la matière est considérable et s'enrichit quotidiennement, au travers d'ouvrages, numéros de revues, séminaires, colloques, tables rondes, débats, dossiers et articles de presse...). Même si, pour cause d'immigration interne massive (d'origine hispanophone), l'équilibre démolinguistique a été modifié au cours de l'après-guerre, tout en étant inférieurs à ceux de la Galice, les chiffres de l'usage du catalan comme langue principale ou langue co-principale sont élevés : respectivement 41% et 16% (Siguán 1999).

Les proclamations nationalistes de primauté de la *langue catalane* sur les autres éléments constitutifs dans la définition de la *nation catalane* ne manquent pas dans le très vaste corpus nationaliste. L'un des textes fondateurs du nationalisme catalan à la fin du XIXe siècle, les célèbres *Bases de Manresa* (1892-1893), l'indique clairement (il s'agit de la 3e Base) : « La llengua catalana serà la única que ab carácter oficial podrà usarse a Catalunya y en las relaciones d'aquesta regió ab lo Poder central » (*Assambleas catalanistes (primera), Manresa, Barcelone 1893, dans Bases de Manresa 1992 : 229*). La langue est bien chez les nationalistes catalans l'« élément central de la représentation de l'identité collective », qui remplit une « fonction symbolique et participative » (Tejerina Montaña 1992 : 52-72 ; je traduis).

Le XXe siècle a donc vu se développer en Catalogne un « modèle » de nationalisme linguistique, qui durant les deux dernières décennies de pouvoir politique nationaliste à la tête des institutions autonomiques n'a cessé de se consolider. Et l'on peut dire que de simple *représentation* au sein d'une idéologie politique, la langue a fait l'objet d'un processus de métonymisation/symbolisation au sein du discours nationaliste, jusqu'à devenir l'élément représentationnel central, moteur, de l'idéologie en question.

⁶ Il existe une troisième tendance (dite « de mínimos ») qui tout en prônant le réintégrationnisme accepte de faire (provisoirement ?) quelques concessions orthographiques à la tendance autonomiste

L'un des acteurs politiques de cet épanouissement du nationalisme linguistique catalan est sans conteste Jordi Pujol, qui aura présidé durant plus de vingt ans la *Generalitat de Catalunya* (le gouvernement autonome) en sachant se faire le chantre et le défenseur intraitable de la langue catalane, en contribuant à instaurer en Catalogne autonome un important dispositif de politique linguistique (Boyer et Lagarde dir 2002 : 96), à partir d'une législation qui a fait tache d'huile dans les autres Communautés d'Espagne ayant une « langue propre », et en tenant un discours public à vocation consensuelle mais inspiré par un indiscutable positionnement nationaliste.

Dans l'une de ses prises de parole les plus solennelles en la matière : une conférence prononcée le 22 mars 1995 au Palais des Congrès de Montjuich à Barcelone, et intitulée : « Què representa la llengua a Catalunya ? » (Pujol 1996), le Président de la Généralité en exercice s'est livré à une explicitation détaillée, sur le mode emphatique, du « modèle » catalan de *nationalisme linguistique*. Je ne retiendrai de ce long discours exemplaire, pour clore ces quelques réflexions, que l'articulation entre les divers éléments constitutifs de la *représentation identitaire* de la langue catalane proposée/imposée par Pujol à son auditoire, selon une construction argumentative orientée vers la nécessaire défense du catalan, considéré en situation précaire:

1. *La langue catalane est le fondement de la nation catalane.*⁷
2. *La langue catalane est la seule langue historique, patrimoniale, de Catalogne*
3. Cette langue a été victime d'une *persécution* impitoyable qui a visé à la détruire. Le responsable en est l'Etat espagnol (en particulier l'Etat franquiste)
4. Heureusement les Catalans ont fait preuve de fidélité (de *loyauté*) à l'égard de leur langue et ont résisté à l'entreprise de destruction
5. Cependant cette persécution a laissé de graves séquelles: *la langue catalane est en état de faiblesse.*
6. Cette faiblesse, due à l'entreprise de persécution, rend légitime une action collective en sa faveur: *politique linguistique* institutionnelle mais aussi *militantisme catalaniste*.

On a manifestement là une modélisation du *nationalisme linguistique* qui présente un noyau dur de *représentations* (l'exclusivité, le caractère historico-patrimonial, l'agression/la répression dont la langue a été/est victime, la loyauté communautaire à son égard, exemplaire par le passé et qui doit se prolonger dans un militantisme linguistique) dont on retrouverait vraisemblablement la pertinence ailleurs.

Aussi, il n'est pas étonnant que la Catalogne soit devenue, depuis le début des années quatre-vingts, la locomotive des reconquêtes sociolinguistiques pour les langues d'Espagne autres que le castillan (galego, euskara,...), et un exemple reconnu en matière glottopolitique au plan international: dans sa confrontation de trois des entreprises contemporaines d'inversion d'une substitution linguistique, J.-A. Fishman (1993), tout en considérant que l'objectif d'une pleine normalisation sera plus long à atteindre que pour l'hébreu en Israël ou le français au Québec, salue la restauration en Catalogne du catalan comme langue de communication de plein exercice d'une société moderne, tant sur le plan fonctionnel que sur le plan symbolique, une restauration par ailleurs consensuelle (FISHMAN, 1993). Cette reconnaissance est partagée par la communauté scientifique des sociolinguistes qui prennent toute la mesure du chemin parcouru au Principat en deux décennies de normalisation linguistique. (Boyer et Lagarde dir 2002)⁸

En effet, la « bataille de la langue » (PUJADAS, 1988), une bataille clairement collective mais où le catalanisme politique a été un puissant moteur, s'est progressivement institutionnalisée sous la conduite de la Generalitat, et surtout par l'action de la Direcció General (aujourd'hui Secretaria) de Política Lingüística et d'autres structures de gestion glottopolitique (comme le Consorci per a la normalització lingüística).

⁷ Cependant la *nation catalane* est, du point de vue politique, à géométrie variable : limitée au « Principat » pour le discours à vocation consensuelle (celui de Jordi Pujol par exemple), étendue aux « Paisos Catalans » pour les militants nationalistes de gauche et d'extrême gauche, les (socio)linguistes en premier lieu (voir par ex. *El nacionalisme català a la fi del segle XX*, Barcelona, Edicions de la Magrana/Edicions 62, 1989)

⁸ On ne doit pas oublier, comme préalable à la politique linguistique instaurée après le vote du Statut d'Autonomie de 1979, le combat des nationalismes périphériques d'Espagne (catalans en premier lieu) pour faire inscrire dans la Constitution de 1978 (article 2), la spécificité des « nationalités » (Catalogne, Galice, Pays Basque) face aux « régions » (BOYER 1991).

Et il s'est agi, après une période de récupération sociolinguistique, de faire du catalan la *langue prioritaire* de la Catalogne. Ainsi la nouvelle loi linguistique de 1998, dite de *politique linguistique* précise bien les statuts respectifs des deux langues coofficielles de Catalogne, selon les deux principes reconnus en la matière (MACKAY, 1976) : le *principe de territorialité* qui consacre le catalan comme la « langue propre » de la Communauté autonome de Catalogne ; le *principe de personnalité* qui protège l'usager-citoyen est reconnu grâce à la coofficialité du castillan et du catalan.

Une loi qui, pour les responsables de la Politique linguistique, *conforte l'identité nationale* et *consolide le modèle linguistique catalan*. Cependant, cette loi n'a pas été approuvée dans des circonstances aussi favorables que la précédente Loi linguistique de 1983 et le volontarisme nationaliste (toutes tendances nationalistes confondues) a sûrement été décisif pour son adoption.

Le succès indiscutable d'une politique linguistique de normalisation vigoureuse, que la Loi de 1998 vise à amplifier, est incontestablement dû aux aspirations bien réelles de la communauté catalanophone (communauté qui se vit à n'en pas douter majoritairement comme *nationale*) en la matière, sans négliger l'efficacité du dispositif administratif et technique de la *normalisation*. Un dispositif et des dispositions légales qui, de par leur efficacité même, institutionnalisent on l'a dit (et même « fonctionnarisent » pourrait-on dire) l'entreprise de *normalisation*, au risque d'anesthésier partiellement la société civile dans sa fibre nationaliste : on voit bien du reste que les manifestations militantes de soutien à la normalisation linguistique ne sont souvent que des réactions à des manifestations d'hostilité à cette normalisation, perçues comme anti-catalanistes. Il y a là peut-être l'une des limites d'une politique linguistique essentiellement *officielle*, même si elle tente d'encourager des « stratégies de bas en haut ».

6. Conclusions

Il n'est pas aujourd'hui très politiquement correct, j'en conviens, de ne pas proclamer ses distances envers le nationalisme, le nationalisme linguistique entre autres. Certes, les péripéties sanglantes de l'éclatement de la Yougoslavie et les crispations infantiles autour de la *langue* des nouveaux Etats qui en sont issus (en particulier de sa nomination) (voir par exemple Djordjevic 2002) n'ont pas manqué d'apporter de l'eau au moulin des détracteurs du nationalisme linguistique qui sont, bien souvent, en France, les tenants d'un Etat-Nation français dur et pur, dont on connaît l'*unilinguisme* absolu (Boyer 2003 : 49-57), à peine tempéré dans la dernière période par des contraintes essentiellement internationales et en Espagne les tenants d'un tout-espagnol d'une autre époque. Certes, on peut reprocher aux nationalistes catalans au pouvoir jusqu'en 2003 d'avoir à certains égards, dans l'exercice du pouvoir autonome et face à l'Etat espagnol, instrumentalisé l'identité linguistique de la Catalogne. Mais le sociolinguiste n'a pas pour mission de célébrer pas plus que de diaboliser telle ou telle option (glotto)politique. Il peut, il doit même, observer sereinement quelles options/décisions politiques vont (démocratiquement) dans le sens de la protection du plurilinguisme, dans le sens de la défense des « petites langues », des « langues sans Etat », des langues « minoritaires » ou « régionales ». Or, force est de constater que face aux menaces de la « mondialisation » en la matière et n'en déplaise à L.-J. Calvet (Calvet 2002, Boyer 2002), certaines options politiques sont plus pertinentes que d'autres, ici et là. Certains *nationalismes linguistiques*, démocratiques, intégrateurs, comme celui qui a permis qu'en Catalogne le catalan redevienne une langue de plein exercice sociétal et qu'en Espagne la question linguistique fasse l'objet d'un large débat, parfois tendu mais prometteur, méritent toute l'attention du sociolinguiste.

Miquel Siguán, en observateur rigoureux de la situation linguistique en Espagne et en Europe, signale justement le défi auquel est et sera immanquablement confrontée une langue comme le catalan, en pointant clairement la responsabilité en la matière des citoyens dans leurs choix politiques: «En un futur previsible, el català continuarà existint però en un aiguabarreig de llengües, algunes d'aquestes molt fortes a nivell internacional, on haurà de guanyar dia a dia la seva permanència. I serà la decisió dels habitants de les terres catalanes de continuar parlant la seva llengua i les seves opcions polítiques a l'hora de triar governants que la defensin allò que decidirà el futur de la llengua. » (Siguán 2002 : 55)

7. Bibliographie

ALÉN GARABATO, M.C., 2000, « Le galicien piégé par l'histoire ? La question de la norme », *Lengas* n° 47

Bases de Manresa. Asambleas catalanistes. Manresa 1892– Reus 1893, Barcelona, Generalitat de CatalunyaEditorial Blume

BERAMENDI X.G.,1998, « Identidade, etnicidade e Estado na Espanha contemporânea », *Grial* n°138, Vigo

BOUDREAU A., DUBOIS L., MARAIS J., MC CONNEL G. (2002), *L'écologie des langues / Ecology of languages, Mélanges William Mackey / Homage to William Mackey*, Paris, L'Harmattan.

BOUDREAU A., DUBOIS L., MARAIS J., MC CONNEL G. (2003), *Colloque international sur l'Ecologie des langues*, Paris, L'Harmattan.

BOURDIEU P. (1983), " Vous avez dit " populaire ?" , *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 46.

BOYER H. (1991), *Langues en conflit*, Paris, L'Harmattan.

BOYER H. (2002), " La " mort " des langues : une question (toujours) d'actualité ", *Lengas*, n°51.

BOYER H. et DE PIETRO J.F. (2002), " De contacts en contacts : représentations, usages et dynamiques sociolinguistiques ", dans Boudreau et al. , *L'écologie des langues / Ecology of languages, Mélanges William Mackey / Homage to William Mackey*, Paris, L'Harmattan.

BOYER H. (2003), " Le poids des représentations sociolinguistiques dans la dynamique d'un conflit diglossique", dans BOUDREAU et al. : *Colloque international sur l'écologie des langues*, Paris, L'Harmattan.

BOYER H. et LAGARDE C. (2002), *L'Espagne et ses langues. Un modèle écolinguistique ?*, Paris, L'Harmattan.

BOYER H., 2003, *De l'autre côté du discours. Recherches sur le fonctionnement des représentations communautaires*, Paris, L'Harmattan.

BOYER H., 2004, « Langue et nation : le modèle catalan de *nationalisme linguistique* », *Mots* n° 74, ENS Editions, Lyon

BOYER H., (2005), « Les langues minoritaires à l'encan ? De la " course à la "part du marché" " à l' " acharnement thérapeutique " : discours sur la dimension linguistique de la mondialisation. », *Territoires et promotion des langues*, sous la direction d'A. Viaut, Bordeaux, MSH d'Aquitaine

BOYER H., à paraître, « Qui a peur du nationalisme linguistique ? »

CALVET L.J. (1974), *Linguistique et colonialisme. Petit traité de glottophagie*, Paris, Payot.

CALVET L.J. (1999), *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon.

CALVET L.J. (2002), *Le marché aux langues. Les effets linguistiques de la mondialisation*, Paris, Plon.

CALVET L.J. et VARELA L. (2002), " XXIe siècle : le crépuscule des langues ? Critique du discours politico-linguistiquement correct ", *Estudios de sociolingüística*, vol 1-2, Universidade de Vigo, Vigo (Espagne).

COSERIU E., 1987, « El gallego y sus problemas. Reflexiones frías sobre un tema candente », *Lingüística española actual* n° IX/1, Madrid, Instituto de Cooperación Iberoamericano i Ed. La Muralla

- CRÉPON M., 2001, « Ce qu' on demande aux langues (autour du *Monolinguisme de l'autre*) », *Raisons politiques* n° 2, nouvelle série (La République des Langues), Presses de Sciences Po
- DJORDJEVIC K., 2002, « Le rapport complexe entre la *langue* et la *nation*. L'exemple de l' « espace yougoslave » », *Lengas* n° 51, Montpellier
- GUIBERNAU M., 2004, « Catalunya : comunitat política en l'era global », *Idees* n° 6, Centre d'Estudis de Temes Contemporanis, Barcelona
- HAGEGE C. (2000), *Halte à la mort des langues*, Paris, Odile Jacob.
- HAMEL R.E. (2001), " L'apparition de nouvelles politiques linguistiques dans les blocs régionaux : les cas du Mercosur en Amérique du sud ", *Terminogramme*, n° 99-100, Les publications du Québec.
- HELLER M. (2002), " L'écologie et la sociologie du langage " dans Boudreau et al., *L'écologie des langues / Ecology of languages, Mélanges William Mackey / Homage to William Mackey*, Paris, L'Harmattan.
- HERMET G., 1996, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil
- HOBSBAWM E., 1990-1992, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard
- JOLY L., 2004, « La cause basque et l'euskera », *Mots* n° 74, ENS Editions, Lyon
- KEBEE D.A. (2001), " Les géostratégies des langues et la théorie linguistique ", *Terminogramme*, n° 99-100, Les publications du Québec.
- KREMnitz G., 2000, « *Langue et nation - Une relation périlleuse. Quelques réflexions* », *Studis Romànies*, XXII
- LACOSTE Y., (1998), « La question de l'Espagne », *Hérodote* n° 91
- LAFONT R., 1971, « Un problème de culpabilité sociolinguistique : la diglossie franco-occitane », *Langue française* n° 9
- LAFONT R., 1994, « In memoriam temporis acti et occitanae loquelae », *Lengas* n° 36
- MACKEY W.F. (2001), " Prévoir le destin des langues ", *Terminogramme*, n° 99-100, Les publications du Québec.
- MÁIZ R., 1998, « A reconstrucción técnica do nacionalismo e as demandas políticas da democracia », *Grial* n° 138 (Vigo, Espagne)
- MAURIS J., 2001, " Vers un nouvel ordre linguistique mondial ? ", *Terminogramme*, n° 99-100, Les publications du Québec.
- NETTLE D., ROMAINE S., 2003, *Ces langues, ces voix qui s'effacent*, Paris, Editions Autrement
- PRAT DE LA RIBA E., 1985, « Importància de la llengua dins del concepte de la nacionalitat », comunicació d'Enric Prat de la Riba. *Primer Congrés Internacional de la Llengua Catalana, Barcelona, 1906*. Editoriall Vicens-Vives, Barcelona.
- PUJOL J., (1995), « Qué representa la llengua a Catalunya ? », conferència de Jordi Pujol al Palau de Congressos de Montjuïc (22-3-95), Generalitat de Catalunya, Departament de la Presidència, Entitat Autònoma del Diari Oficial i de Publicacions. Col·lecció *Paraules del President de la Generalitat*, vol. 26 (gener-desembre 1995), Barcelona

SIGUÁN M., 1999, *Opiniones y actitudes. Conocimiento y uso de las lenguas*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas

SIGUÁN M., 2002, « Llengües i cultures en un món globalitzat », in T. Mollà ed. : *Llengües globals, llengües locals*, Alzina, Bromera

TEJERINA MONTAÑA B., 1992, *Nacionalismo y lengua*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas

Henri Boyer

<henri.boyer@uni-montp3.fr>

ARSER-Laboratoire DIPRALANG / Université Montpellier III